

## FANON ET LE RECOURS À LA LUTTE ARMÉE EN AFRIQUE

Robert J.-C. Young et traduit de l'anglais par Marie Ploux

Gallimard | « Les Temps Modernes »

2006/1 n° 635-636 | pages 71 à 96

ISSN 0040-3075

ISBN 9782070776924

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-les-temps-modernes-2006-1-page-71.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

*Robert JC Young*

## FANON ET LE RECOURS À LA LUTTE ARMÉE EN AFRIQUE

6 décembre 1961 : Frantz Fanon meurt des suites d'une leucémie à Washington, USA.

7 décembre : à Paris, la police organise des descentes dans les librairies et saisit les exemplaires des *Damnés de la terre* au motif que l'ouvrage représente une menace pour la sécurité nationale.

12 décembre : une petite colonne des troupes de l'ALN passe clandestinement la frontière algéro-tunisienne en transportant le corps de Fanon. Il sera inhumé sur le sol algérien, le FLN et l'ANL lui rendant les honneurs (militaires).

16 décembre : en Afrique du Sud « Umhkonto we Sizwe » (Fer de lance de la nation) commet ses premiers actes de sabotage contre des bâtiments gouvernementaux à Johannesburg, Port Elizabeth et Durban. Ce même jour, « Umhkonto we Sizwe » annonce dans son manifeste :

Il est [...] bien connu que les principales organisations de libération nationale dans ce pays ont suivi une politique de non-violence.

Elles se sont conduites à tout moment de façon pacifique, sans se laisser détourner par les attaques du gouvernement et les persécutions dont elles furent les victimes, et malgré les provocations encouragées par le gouvernement pour les entraîner à la violence.

Elles ont agi de la sorte parce que le peuple préfère les méthodes de changement pacifiques pour la réalisation de ses

aspirations sans les souffrances et l'amertume d'une guerre civile. Mais la patience du peuple n'est pas infinie.

Il arrive toujours, dans la vie d'une nation, un moment où il ne reste que deux choix : se soumettre ou combattre. Ce moment est arrivé en Afrique du Sud.

Nous ne nous soumettrons pas et nous n'avons pas d'autre choix que de riposter par tous les moyens dont nous disposons pour défendre notre peuple, notre avenir et notre liberté.

Le gouvernement a interprété le pacifisme du mouvement comme une faiblesse, la politique non violente du peuple a été comprise comme un feu vert à la violence gouvernementale. Le refus de recourir à la force a été interprété par le gouvernement comme une invitation à employer la lutte armée contre le peuple sans aucune crainte de représailles.

Les méthodes d'Umkhonto we Sizwe marquent une rupture avec le passé<sup>1</sup>.

Que la mort de Frantz Fanon soit intervenue à peine dix jours avant que l'« African National Congress » (ANC) ne décide de recourir à la lutte armée n'est, bien sûr, que pure coïncidence. En revanche, le fait que ce tournant ait eu lieu l'année même de la publication des *Damnés de la terre* n'en est pas tout à fait une<sup>2</sup>.

Si le travail de psychiatre de Fanon à l'hôpital de Blida et ses activités de militant FLN à Tunis ont été abondamment analysés, on ne peut en dire autant du rôle qu'il a joué en Afrique à la fin de sa vie, même parmi les tenants d'un « Fanon africain ». Pourtant, c'est bien grâce à l'expérience politique internationale acquise pendant ces dernières années, à son engagement et son intimité croissants avec les dirigeants révolutionnaires anticolonialistes de toute l'Afrique, à son parti pris en faveur de la lutte armée comme creuset de la « grandeur africaine », que Fanon a pu élargir sa perspective. La force et la conviction des arguments contre le colonialisme et sur la lutte anticoloniale et la libération, qui constituent le cœur même des *Damnés de la terre*, s'y sont forgées. En mars 1960, Fanon quittait Tunis pour Accra ; il y devint le représentant, ou

1. Manifeste de « Umkhonto we Sizwe », brochure publiée par le commandement d'« Umkhonto we Sizwe, 16 décembre 1961 », <http://www.anc.org.za/ancdocs/history/manifesto-mk.html>

2. Sur l'influence de Fanon sur la politique sud-africaine et américaine, voir L. Turner et J. Alan, *Frantz Fanon, Soweto, and American Black Thought*, New York, Columbia University Press, 1986.

l'ambassadeur, du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) dans un Ghana indépendant depuis 1957. A partir de 1958, il participa en Afrique à une série de conférences internationales consacrées à la libération du reste du continent. Il y rencontra des représentants d'autres mouvements de libération, créa des liens amicaux ou tissa des alliances avec certains dirigeants politiques : Kwame Nkrumah (Ghana), Tom Mboye (Kenya) Félix Moumié (Cameroun), Patrice Lumumba (Congo) et Roberto Holden (UPA, Angola). Le rôle joué par Fanon dans ce cadre diplomatique est peu connu et l'on n'a pas vraiment mesuré les conséquences politiques de sa présence en Afrique sub-saharienne pendant les dernières années de son existence. Opposé au socialisme de Senghor qu'il considérait comme une politique de compromis, Fanon s'est engagé dans une perspective panafricaine de libération totale du continent. Même si l'Algérie a toujours gardé pour lui une place prépondérante, il a de manière croissante proposé que la guerre menée par le peuple algérien contre le colonialisme français serve de modèle à toutes les luttes sub-sahariennes. Engagement qu'indique le titre de son dernier ouvrage publié, à titre posthume : *Pour la révolution africaine* (1964).

#### L'AFRIQUE DU SUD ET LE CHEMIN VERS LA LUTTE ARMÉE

Pour expliquer le passage de la non-violence à la lutte armée et le revirement stratégique effectué par les mouvements de libération nationale sud-africains, il est possible de se référer, comme on le fait souvent, à l'histoire intérieure de ce pays. Cette ligne historique s'appuie sur une série d'événements : d'abord la scission au sein de l'ANC et la création d'un mouvement rival, le PAC africaniste, puis les manifestations du 21 mars contre les *pass laws*<sup>3</sup>, organisées à la hâte par le PAC afin d'éclipser les manifestations prévues le 31 mars par l'ANC, ensuite le tristement célèbre massacre de Sharpeville du 21 mars et la mort de 69 manifestants non armés, enfin l'absence d'excuses de la part du gouvernement et l'interdiction de l'ANC et du PAC. En réaction à cette mesure, Nelson Mandela proposa la création d'une aile armée au sein de l'ANC et en juin 1961, pendant le mois

---

3. Lois imposant un laissez-passer (*pass*) à la population non blanche (NDT).

qui suivit la mise en place d'une république par le gouvernement nationaliste, l'exécutif de l'ANC ratifia la formation d'« Umkhonto we Sizwe ». Parallèlement le PAC mit en place sa propre branche armée et lui donna le nom suggestif de « Poqo » : Juste nous.

Même s'il se sentait capable de contrôler le pays et de défier le reste du monde, le gouvernement sud-africain a manqué d'habileté en contraignant l'ANC et le PAC à gagner la clandestinité. A la suite du divorce sino-soviétique et en raison des tensions de la Guerre froide, l'URSS et la Chine renforcèrent leur appui militaire aux luttes de libération en Afrique. « Umkhonto we Siswe » et « Poqo », les ailes armées de l'ANC et du PAC, s'affilièrent donc sans tarder et respectivement à chacun de ces pays.

Il est frappant que l'ANC et le PAC aient choisi le même moment historique pour recourir à la lutte armée. Pour le PAC, mouvement nouveau qui se définissait comme étant plus radical, le choix de la lutte armée s'avérait relativement simple. En revanche, pour l'ANC marqué par un long engagement en faveur de la non-violence, cette décision n'avait rien de facile. Une fois prise, elle ne fut jamais, et on peut le comprendre, justifiée publiquement qu'en référence aux événements internes à l'Afrique du Sud. Ce fut le cas, par exemple, dans les déclarations de Nelson Mandela lors de son procès ou de celles d'Albert Lutuli et d'Olivier Tambo après les procès de Rivonia. A chaque occasion, les porte-parole de l'ANC ne manquèrent jamais d'expliquer que ce tournant leur avait été imposé par l'extrême violence exercée par le gouvernement blanc.

Pourtant l'ANC, à l'instar du parti national du Congrès indien, avait depuis plusieurs décennies utilisé des moyens constitutionnels pour mener ses campagnes politiques, et ce malgré de multiples provocations gouvernementales. Pourquoi, donc, choisit-il de renoncer à la non-violence en 1961 plutôt qu'à un autre moment charnière de son histoire ? Pourquoi l'ANC et le PAC ont-ils au même moment décidé de recourir à la lutte armée ? Pourquoi l'ANC n'a-t-il pas suivi l'exemple gandhien de relation entre le parti du Congrès et les groupes terroristes « Anushilan Samity » et « Jugantar » ou le RSS paramilitaire « Hindutva » ? Il aurait permis au PAC de constituer un mouvement de résistance armée, poussant ainsi le

gouvernement sud-africain à la négociation. L'organisation de campagnes pacifiques parallèlement à des actions que le pouvoir colonial qualifie de « terroristes », autrement dit l'utilisation de ce que l'on pourrait appeler une tactique anticoloniale de la carotte et du bâton, avait parfaitement fonctionné en Irlande et en Inde, comme le remarqua de manière cinglante Fanon à propos du comportement de Jomo Kenyatta au Kenya<sup>4</sup>.

#### L'ANC ET GANDHI

Le choix par l'ANC d'une opposition pacifique et constitutionnelle remonte au fait que c'est d'abord en Afrique du Sud que Gandhi avait formulé son principe catégorique de non-violence et développé les méthodes de résistance du même type. La stratégie réformiste de l'ANC, comme celle du parti indien du Congrès, était, au moins en partie, due à la puissante et durable influence du Mahatma. Jusqu'en 1969, bien après le lancement de sa campagne de lutte armée, l'ANC a continué de souligner son attachement à Gandhi. Lors du 75<sup>e</sup> anniversaire de la création du Congrès indien du Natal, par exemple, l'organisation publia un article dans son journal *Sechaba* qui mettait en valeur la continuité entre Gandhi et Mandela, citant un passage peu connu de la *Déclaration de Gandhi sur la question de l'utilisation de la violence pour la défense des droits* qui datait de 1938. Il justifie ainsi le recours éventuel à la violence :

Lorsque l'alternative est de choisir entre la couardise et la violence, je conseillerais de choisir la violence. J'admire et j'exalte le courage serein de celui qui décide de mourir sans tuer. Toutefois, je voudrais que ceux qui n'ont pas ce courage cultivent plutôt l'art de tuer et de se faire tuer plutôt que d'éviter vilement le danger. Parce que celui qui fuit commet un acte de violence mentale ; il n'a pas le courage d'affronter la mort en la donnant. Je préférerais mille fois la violence à l'émasculatation de toute une race. Je préfère employer les armes pour défendre l'honneur que demeurer le vil témoin du déshonneur<sup>5</sup>.

4. Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, Maspero, Paris, 1961, pp. 47-48.

5. ANC, *From Gandhi to Mandela*, in A. Bragança and I. Wallerstein, *The African Liberation Reader*, Londres, Zed Books, 1982, II, p. 43. On trouvera dans l'article de Presbey une étude comparative de Fanon, Gandhi

Après l'accession victorieuse de l'Inde à l'indépendance en 1947, la figure et les stratégies politiques de Gandhi inspirèrent immédiatement les dirigeants des mouvements anticoloniaux du reste de l'Afrique anglophone — Nkrumah au Ghana, Nyerere en Tanzanie, Kaunda en Zambie et Azikiwe au Nigeria. Le prestige de la méthode gandhienne transforma les dirigeants anticoloniaux des colonies britanniques en adeptes de la non-violence. Pour eux, le problème demeura toujours éthique, mais il avait aussi une dimension pragmatique. Gandhi avait montré la voie. L'Inde était indépendante, elle était le premier pays, depuis les Etats-Unis d'Amérique, presque deux cents ans auparavant, à arracher d'un coup son indépendance à l'Empire britannique. En un sens, Nkrumah poussa la pratique de la non-violence encore plus loin que Gandhi car, à l'exception de ce qu'on appela les « troubles » de 1948, le Ghana obtint son indépendance par des voies presque exclusivement non violentes<sup>6</sup>. Or la non-violence de Gandhi avait un caractère plus complexe car elle avait une double cible : les Britanniques et les Indiens eux-mêmes. Comme l'a avancé Shahid Amin, entre autres, la non-violence de Gandhi était avant tout un défi éthique, animé par sa propre colère et ses menaces de grève de la faim sans compromis. Elle représentait un défi à la violence dans son propre pays, violence qu'il tenta désespérément de contenir jusqu'à son propre assassinat, acte d'une extrême violence s'il en fut<sup>7</sup>. Par conséquent, l'idée, communément répandue dans le monde occidental, que l'Inde est un pays non violent à cause de Gandhi est erronée — l'éthique gandhienne de la non-violence est née et s'est développée dans une réaction dialectique à la violence coloniale et autochtone.

Qu'est-il donc arrivé à ce principe de non-violence auquel l'ANC avait toujours adhéré, principe qui avait acquis une position si éminente et prestigieuse après 1947 et servi avec tant d'efficacité la lutte pour l'indépendance du Ghana en 1957? Ironiquement,

---

et Mandela : « Fanon on the role of Violence » in *Liberation : A Comparison with Gandhi and Mandela*, in Gordon, Sharpley, Whiting and White (1996), *Fanon : A Critical Reader*, Oxford, Blackwell, pp. 283-296.

6. Brief Narrative of Events (1948); Summary of the Report.

7. S. Amin, *Event, Metaphor, Memory. Chauri Chaura 1922-1992*. Delhi, Oxford University Press, 1995.

c'est à la première des conférences panafricaines triomphales de Nkrumah, la « Conférence du Peuple de toute l'Afrique » de 1958 qui se tint à Accra, dans un Ghana nouvellement indépendant, que l'éthique de non-violence de Gandhi et le socialisme africain anglophone se trouvèrent sérieusement mis en cause. L'initiateur de ce mouvement n'était autre que Frantz Fanon lui-même.

#### LE PANAFRICANISME ET LE CHOIX DE LA VIOLENCE

La première Conférence des Etats africains indépendants s'était déjà tenue en avril, mais comme seuls y participaient les dirigeants des Etats souverains, il n'y avait en réalité que huit délégués officiels, dont les quatre représentants des Etats maghrébins<sup>8</sup>. Le Mouvement national algérien, modéré, de Messali Hadj fit parvenir un télégramme réclamant le soutien de la Conférence, mais il fut totalement éclipsé par le FLN. Bien que n'ayant pas été invité, celui-ci avait envoyé une délégation conduite par Mohammed Yazid et Mohammed Ben Yehra qui, avec Félix Moumié, dirigeant de l'UPC camerounaise interdite, exigèrent de pouvoir s'adresser à la conférence. Ils ne furent autorisés qu'à s'exprimer devant l'ensemble des délégués sans pouvoir participer aux travaux de la conférence. Cependant l'intervention du FLN provoqua une discussion sur l'Algérie qui dura toute la journée et plaça la question algérienne au centre des débats. La plupart des comptes rendus publiés dans la presse s'accordèrent pour dire, à l'instar de *The Scotsman*, que « l'Algérie avait donné sa tonalité à la Conférence<sup>9</sup> ». Le FLN réussit également à se faire reconnaître comme représentant légitime de l'Algérie, sans parvenir pour autant à modifier le choix majoritaire du principe de non-violence. La République arabe unie plaida pour

8. Conference of Independent African States (1958a), held at Accra from 15 to 22 April, 1958. Communiqué, déclaration, résolution; Conference of Independent African States (1958b) : speeches delivered at the inaugural session, 15th April, 1958, Parliament House, Accra, Ghana; Conference of Independent African States (1958c) : speeches delivered at the close of the conference, 22nd April, 1958, Parliament House, Accra, Ghana. Accra : Government Printer.

9. *The Scotsman*, 19 avril 1958, in S. Grant, *The Call of Mother Africa*, Kingston, Jamaica, Courier Press, 1973, p. 182.



une politique de soutien militaire au FLN. Il ne fut pas voté, mais la Résolution finale sur la guerre en Algérie recommandait, quoiqu'en termes ambigus, d'accorder « un soutien efficace aux militants algériens dans leur combat pour l'indépendance ». Les participants décidèrent également l'envoi, par les huit Etats représentés à la conférence, de délégations dans les principales capitales du monde afin de susciter leur appui à la cause algérienne et d'obtenir en particulier que les Etats-Unis arrêtent de fournir, par l'entremise de l'OTAN, des armes ou toute autre forme de soutien à la France<sup>10</sup>.

La première « Conférence du Peuple de toute l'Afrique » qui se tint à l'hôtel Ambassador d'Accra, du 8 au 12 décembre 1958, trancha totalement avec la précédente. Il avait été décidé que, cette fois-ci, la participation se situerait au niveau des peuples et non des gouvernants et cette conférence, convoquée à l'initiative de Nkrumah, s'inscrivait dans son programme panafricain pour la décolonisation de l'Afrique. La conférence commença ses travaux dans une atmosphère passionnée et triomphale, les 300 délégués provenaient de 28 pays africains et représentaient 62 organisations syndicales et politiques, souvent clandestines. Parmi les délégués figuraient Patrice Lumumba du Congo, Roberto Holden, leader du Mouvement rebelle angolais « Uniao das Populações de Angola » (UPA) et Félix Moumié de l'UPC. Des représentants de l'ANC étaient également présents alors que d'autres radicaux sud-africains comme Brian Bunting, dirigeant du parti communiste sud-africain, n'avaient pas été autorisés à quitter leur pays<sup>11</sup>. Comme Nkrumah le fit remarquer dans son euphorique allocution d'ouverture, les représentants de la majorité des pays d'Afrique, dont beaucoup se trouvaient encore sous la coupe des puissances coloniales, avaient enfin la possibilité de se retrouver sur le sol africain<sup>12</sup>. La conférence avait été organisée par Nkrumah et George Padmore, tous deux initiateurs de la cinquième Conférence panafricaine de 1945 à Manches-

10. Conference of Independent African States (1958a), p. 13. Colin Legun, *Bandung, Cairo and Accra : A Report on the First Conference of independent African States*, Londres, The Africa Bureau, pp. 17-18.

11. *The Times*, 8 décembre 1958.

12. All-African People's Conference (1959a) : speeches by the Prime Minister of Ghana at the opening and closing sessions of December 8th and 13th, 1958, Community Centre, Accra, Ghana. Accra, Government Printer.

ter. Ils avaient d'ailleurs eu l'intention d'intituler cette conférence sixième Conférence panafricaine<sup>13</sup>. A cet intitulé fut substitué à la dernière minute celui de Conférence du Peuple de toute l'Afrique, sans doute pour marquer ce nouveau départ sur le sol africain (même si ce nouveau titre faisait involontairement référence au Mouvement unitaire non européen d'I.B.Tabata dont les origines remontaient à la « All-African Convention » tenue en 1936 à Blømfontein<sup>14</sup>). Ce congrès devait être le premier pas vers la création des Etats-Unis panafricains d'Afrique, mais le fait que les délégués débattirent de sujets comme l'« impérialisme », le « colonialisme » et le « racisme » conféra aux débats une tonalité plus militante que diplomatique<sup>15</sup>.

Nkrumah avait invité W.E. Du Bois, organisateur de la première Conférence panafricaine de Londres en 1900, à prononcer le discours inaugural de cette conférence. Mais Du Bois, qui avait quatre-vingt-onze ans et s'était déjà rendu en Chine cette année-là, avait reçu le conseil de ne pas quitter les USA où il résidait encore (l'année du décès de Fanon, traqué par le ministère de la Justice américain, il se sera fixé à Accra). Il fit donc parvenir un discours dans lequel il rappelait son implication dans la première Conférence Panafricaine et dans l'histoire du mouvement panafricain. Toutefois son message se centrait rapidement sur une question plus pressante : il conjurait ses camarades africains de rejeter le capitalisme qu'il décrivait comme une nouvelle forme de l'esclavagisme des puissances occidentales et d'engager tout le continent à suivre la voie des pays socialistes. Son adresse se concluait par ces mots : « Afrique, réveille-toi ! Revêts les magnifiques atours du socialisme panafricain<sup>16</sup>. » Parmi les 300 délégués, au nombre desquels se trouvaient nombre de célèbres dirigeants africains, qui écoutaient Mrs Shirley Du Bois lire l'intervention de son mari, était assis un obscur représentant du gouvernement provi-

13. S. Grant, *op. cit.*, pp. 275-276.

14. I.B. Tabata, *All African Convention : The Awakening of a People*, Nottingham, Spokesman Books, 1974, p. 58.

15. British Information Services, *Pan-Africanism*, Londres, Central Office of Information, 1965, pp. 9-10.

16. W.E. Du Bois, *The World and Africa. An Inquiry into the Part Which Africa has Played in World History*. Edition augmentée, New York, International Publishers, 1965, p. 310.

soire de la République algérienne (GPRA), dont on rapporta le nom comme celui du Dr F. Omar (son nom officiel était à l'époque Omar Ibrahim Fanon, en fait, Frantz Omar Fanon) — et connu sous le nom de Frantz Fanon<sup>17</sup>. On peut aisément s'imaginer Fanon, lors de sa première visite à Accra au Ghana, l'apôtre de la violence dans le bastion de la non-violence que Nkrumah avait si bien mise en œuvre pour faire accéder son pays à l'indépendance. Contrairement à l'état d'esprit de la première Conférence des États africains indépendants, huit mois auparavant, qui avait été dominée par l'éthique non violente de « l'action positive » (terme utilisé par Nkrumah pour désigner sa propre version socialiste et « dé-spiritualisée » de *l'ahimsa* gandhienne), Fanon exposa cette fois avec vigueur la position du FLN sur l'action militante radicale, il préconisa le choix volontaire et l'usage de la violence pour parvenir à ses fins. Il fit plus tard état du grand succès remporté par son intervention :

[...] pour la première fois, un colonialisme qui fait la guerre en Afrique se révèle impuissant à vaincre [...]

Chaque délégué algérien fut reçu comme celui qui est en train d'expulser de la chair du colonisé la peur, le tremblement, le complexe d'infériorité.

La lutte du peuple algérien n'est pas saluée comme un acte d'héroïsme mais comme une action continue, soutenue, en perpétuel renforcement et qui contient dans son développement l'effondrement et la mort du colonialisme français en Afrique<sup>18</sup>.

Au-delà de la charge poétique caractéristique que charrie la langue de Fanon, il faut reconnaître que sa demande n'avait rien d'irréaliste à en juger par l'accueil enthousiaste qui salua son allocution et l'écho qu'il reçut dans la presse internationale. Ce discours de Fanon constitua, à divers titres, l'événement clé de la conférence. Le 9 décembre, *The Times* de Londres rapportait que : « Dr Nkrumah, Premier ministre du Ghana, a apporté son soutien à “toute forme d'action non violente”, permettant de libérer totalement l'Afrique du colonialisme et de l'impérialisme. » Le ton du compte rendu publié le lendemain était quelque peu différent :

17. D. Macey, *Frantz Fanon. A Life*, Londres, Granta, 2000, p. 368.

18. Frantz Fanon, *Pour la révolution africaine*, La Découverte, Paris, 2001, p. 174.

### Berner les impérialistes

Le Dr F. Omar [Fanon], leader de la délégation du Front national de libération algérien, a préconisé la constitution d'une force puissante destinée à combattre pour la liberté en Afrique. Selon le Dr Omar, les dirigeants nationalistes des territoires sous dépendance n'atteindront leur but qu'en adoptant toutes les formes de lutte possibles et non pas donc, en choisissant la voie exclusive de la négociation pacifique. Il a pressé les dirigeants africains de tisser des alliances tactiques avec les puissances impérialistes afin de les berner au bout du compte.

Stan Grant a sans doute rendu plus complètement et plus fidèlement compte du ton et de la teneur de la célèbre intervention de Fanon à Accra :

« Un autre intervenant, le Dr Omar délégué d'Algérie, s'est adressé à la Conférence pour exhorter l'Africain impliqué dans la lutte pour la liberté à recourir à tous les moyens disponibles, y compris la « force et la violence. »

Selon le Dr Omar, le rassemblement unitaire d'Accra avait pour dessein « de prévenir les dangers à venir ».

« Dans notre combat contre l'impérialisme et le capitalisme, il nous faut constituer un front national, nous opposer à l'inhumanité et à la pauvreté. »

« C'est en Algérie que la structure du modèle colonial apparaît peut-être à son pire. L'ennemi est puissant, il est capable de poursuivre ses manœuvres afin d'annihiler nos projets de liberté. »

Pour lui, les colonialistes et les impérialistes ont mis au point les moyens et les méthodes qui leur permettraient de ne pas quitter le sol africain.

« Les colonialistes — qu'ils soient anglais ou français — se sont accusés eux-mêmes par le choix de leurs orientations politiques et leurs doctrines de domination de l'Afrique. »

La conclusion du Dr Omar a été vivement applaudie : « Et dans notre combat pour la liberté, nous devons projeter des actions dont l'efficacité nous permette d'atteindre les impérialistes au cœur — il nous faudra agir par la force et, en vérité, par la violence. »<sup>19</sup>

L'appel à la violence de Fanon, une violence qui « atteindrait le cœur des impérialistes », trouva immédiatement le soutien de Tom Mboya, président de la conférence qui ajouta :

19. *The Times*, 10 décembre 1958, S. Grant, *op. cit.*, p. 288.

Dans cette lutte, la nôtre, personne n'aime employer la violence, mais ce sont les puissances coloniales, qui par leurs actes, en particulier en Algérie, détermineront au bout du compte de l'usage que nous ferons, ou non, de la force et quand ce moment sera venu, nul ne pourra nous le reprocher.

Les journalistes l'assaillirent immédiatement de questions sur le problème de la violence. Dans une réponse marquée par l'ambiguïté, il déclara que la conférence « n'acceptait pas la violence comme sa propre ligne politique ». D'après *The Times*, « interrogé sur des déclarations de certains délégués sur l'emploi de la violence, le président déclara qu'elles seraient prises en considération par la Conférence qui se déciderait en faveur de plusieurs approches marquées du sceau du réalisme<sup>20</sup> ». L'intervention de Fanon réussit à modifier la tonalité de la conférence en plaçant la question de la résistance armée au premier plan des débats et en la situant au cœur de la conscience anticoloniale. Même si les résolutions officielles finales continuèrent de préconiser une orientation non violente, la dixième Résolution de la conférence sur l'impérialisme et le colonialisme déclara :

La Conférence du Peuple de toute l'Afrique d'Accra proclame son soutien à tous les combattants de la liberté en Afrique, à tous ceux qui recourent aux moyens pacifiques de désobéissance civile et de non-violence, aussi bien qu'à tous ceux qui sont contraints de répondre à la violence qui leur est imposée afin d'accéder à l'indépendance nationale et d'obtenir la liberté pour leur peuple<sup>21</sup>.

Manifestement, un clivage s'ouvrait entre les délégués les plus radicaux et la position publique prise par Nkrumah. En dépit de leurs différends politiques à ce stade, Nkrumah, qui devait d'ailleurs par la suite se décrire comme « un ami intime » de Fanon, s'engagea lors d'un entretien privé avec celui-ci à ce que le Ghana reconnaisse immédiatement le GPRA<sup>22</sup>.

20. *The Times*, 10 décembre 1958, Grant, *op. cit.*, p. 354.

21. All-African People's Conference, « Resolution on Imperialism and Colonialism Accra, décembre 5-13, 1958 », *All African People's Conference News Bulletin*, vol. I, n° 4, Accra, 1959, pp. 1-2.

22. K. Nkrumah, in « Hommage à Frantz Fanon », *Présence Africaine*, n° 12, 1962, p. 143.

Un peu plus d'un an plus tard, Fanon revenait à Accra comme ambassadeur de ce même gouvernement, mais Nkrumah ne devint un adepte inconditionnel de la position de Fanon que plus tard, en 1966, après sa destitution lors d'un coup d'Etat. Il écrira alors un ouvrage militant intitulé *A Handbook of Revolutionary Warfare : A Guide to the Armed Phase of the African Revolution* (1968) (*Manuel de guerre révolutionnaire : guide pour la phase armée de la révolution africaine*).

Quand Fanon intervint à la conférence d'Accra en 1958, son allocution se situait non seulement dans le contexte algérien, mais également dans celui des luttes menées par les Mau-Mau du Kenya (c'est-à-dire la *Land and Freedom Army*), des combats en Malaisie, de la campagne d'EOKA à Chypre et, enfin, celui des luttes anticoloniales françaises, à Madagascar où 100 000 personnes environ avaient été tuées par l'armée en quelques jours en réaction au soulèvement de 1947, et au Viêt-nam où, dès 1954, les Vietnamiens avaient démontré que la puissance coloniale française pouvait être mise en échec par des moyens militaires. Fanon était donc bien le porteur d'une autre perspective sur la lutte anticoloniale. Sa plaidoirie pour une révolution anticoloniale fondée sur le modèle algérien et non sur le modèle indien allait trouver une oreille favorable chez les délégués à l'esprit le plus militant : Holden, Mboya et Moumié. L'intransigeance coloniale et le manque de soutien politique international à leur cause les contraignaient à adopter cette position, comme cela avait été le cas pour Fanon lui-même. Le 14 décembre, soit deux jours après la fin de la conférence, les Nations Unies mirent au vote une résolution demandant à la France de négocier l'indépendance algérienne : il manqua une voix pour obtenir la majorité des deux tiers nécessaires à son adoption. Les partisans de la résolution comprenaient la masse du groupe afro-asiatique, y compris l'Inde, le bloc soviétique, la Grèce et l'Irlande. Les opposants à la résolution étaient : le Royaume-Uni, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, Israël, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Italie, le Portugal, le Laos et plusieurs pays d'Amérique latine, tandis que le Cambodge, la Chine, le Japon, les Philippines, le Siam et les États-Unis s'abstenaient.

Malgré le succès qu'il avait obtenu auprès de son auditoire africain, en 1958, la position de Fanon demeurait marginale. Mais à

l'époque de sa seconde série d'interventions dans des conférences de 1960, postérieures donc à la révolution cubaine de 1959, la balance penchait définitivement en faveur de l'emploi de la force, comme Fanon l'explique lui-même dans une longue note dans des *Damnés de la terre*<sup>23</sup>. La révolution cubaine changeait tout et conféra à la lutte armée un prestige qui éclipsa presque instantanément celui de Gandhi. Le succès et la popularité de la révolution cubaine signifiait que l'action révolutionnaire devenait à nouveau une option politiquement légitime au plan international. Le succès cubain encouragea l'URSS et la Chine à soutenir plus activement les luttes armées. Les campagnes non violentes semblaient avoir épuisé leurs forces et se trouver dans une impasse.

En 1960, en outre, un grand nombre d'Etats africains sous dominations britannique et française avaient obtenu leur indépendance sans devoir recourir à la lutte armée et certains d'entre eux, comme la Côte-d'Ivoire, demeuraient de fait sous la coupe des Français. Beaucoup de ces Etats, et en particulier les colonies françaises d'Afrique occidentale, comme le remarqua Fanon, profitèrent de la guerre d'Algérie et de l'incapacité de la France à partir se battre ailleurs, pour négocier des voies plus confortables vers l'indépendance. « Il n'y a pas un territoire occupé en Afrique qui n'ait été remanié dans ses perspectives d'avenir par la guerre d'Algérie », commenta-t-il, en constatant avec amertume l'absence de soutien des Sénégalais vis-à-vis de l'Algérie<sup>24</sup>.

Dans le second de ses articles consacrés à la conférence d'Accra et publiés dans *El Moudjahid*, Fanon faisait déjà état de débats sur l'opposition entre lutte armée/violence d'une part, et non-violence de l'autre<sup>25</sup>. Il souligne le fait que jamais aucune puissance coloniale ne renonce au pouvoir à la suite d'une soudaine crise de conscience. Elle choisit simplement de varier les formes de violence qu'elle applique. Au moment où la majorité des Etats africains allaient accéder à l'indépendance, Fanon fait remarquer que les colonies restantes sont soit des colonies de peuplement comme l'Algérie, la Rhodésie et l'Afrique du Sud, soit des colonies

---

23. *Les Damnés de la terre*, *op. cit.*, pp. 72-73.

24. *Pour la révolution africaine*, *op. cit.*, p. 171.

25. *Ibid.*, pp. 178-181.

de l'Empire portugais (Guinée-Bissau, Cap-Vert, Angola, Mozambique), où la lutte armée est déjà entamée, ou ne saurait tarder à l'être. Il exprime toujours le souci de créer une communauté d'intérêts parmi ces Etats dépendant de quatre puissances coloniales : ce *bloc* africain où la lutte armée était une nécessité.

En 1960, la plupart des luttes en cours n'étaient pas dirigées contre une puissance coloniale métropolitaine néo-libérale (si Gandhi avait lancé sa campagne de désobéissance civile en Indochine et non en Inde, observa Hô Chi Minh, « il serait depuis longtemps monté au ciel » — c'était un euphémisme) mais bien contre des *colons* bien établis ou une puissance coloniale métropolitaine néo-fasciste. En réalité le vent du changement était lui-même en train de virer : au début des années 60, ce n'étaient plus seulement l'Algérie et le Kenya, mais les territoires du Cameroun, l'Erythrée, le Mozambique, la Guinée-Bissau, l'Angola, la Namibie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud, tout le reste de l'Afrique qui s'était engagé sur la voie de la lutte armée ou s'y dirigeait.

Les rapports de Fanon avec l'Afrique révolutionnaire étaient complexes, comme l'était d'ailleurs l'Afrique révolutionnaire elle-même. Toutefois, son analyse de la situation politique était en phase avec l'état d'esprit qui gagnait un certain nombre de dirigeants politiques africains. Il faut replacer la position de Fanon sur la violence — celle du FLN — dans un contexte spécifique, celui du clivage croissant qui divisait les Etats africains sur la manière d'achever la décolonisation en Afrique. En 1961, certaines alliances clés se mettaient en place. A la conférence de Casablanca de 1961, où le GPRA était cette fois invité, le Ghana, la Guinée, le Mali, la Libye, l'Egypte et le Maroc « appelèrent les Etats indépendants à soutenir de manière décisive la lutte anti-impérialiste en Afrique<sup>26</sup> ». Cette position fut officialisée au Sommet d'Addis-Abeba de 1963 où furent créés l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et le Comité pour la liberté en Afrique occupée qui soutenaient l'ANC. Initiative contrecarrée par la formation de deux groupes modérés, le groupe anglophone de Monrovia et le groupe francophone de Brazzaville

---

26. K. Nkrumah, *Handbook of Revolutionary Warfare. A Guide to the Armed Phase of the African Revolution*, Londres, Panaf Books, 1968, p. 35.



qui optèrent pour une ligne politique plus souple envers les puissances coloniales restantes, ligne adoptée par la Conférence de Lagos en janvier 1962, à laquelle le GPRA ne fut pas convié et que les puissances présentes à la conférence de Casablanca boycottèrent. L'apparition du PAC en Afrique du Sud était, en soi, un symptôme de ce contexte en transformation vis-à-vis duquel l'ANC était contraint de réagir. L'ANC fut emportée par le mouvement dominant de l'époque mais, à l'inverse des campagnes menées dans les pays frontaliers où l'armée sud-africaine se trouva engagée, la lutte armée ne connut guère de succès en Afrique du Sud même. Le pays n'est jamais devenu la seconde Algérie que Fanon semble avoir anticipée et pour laquelle il avait des plans.

Cette scission entre différents blocs politiques signala l'effondrement des espoirs de libération panafricaine et de création d'Etats-Unis d'Afrique conçus en 1958. Dans ce contexte, le panafricanisme était tout à fait étranger au spiritualisme romantique cher à Senghor, il s'agissait d'un engagement en faveur de l'unification du continent et un objectif commun, l'indépendance de l'Afrique. En 1958, l'existence de quatre Etats sub-sahariens indépendants n'avait nullement empêché Nkrumah et Nyerere de plaider pour un élargissement de l'unité africaine et d'appeler à la création des Etats-Unis d'Afrique. En tant qu'idée, le panafricanisme a une longue histoire, mais en pratique il était (et demeure) beaucoup plus pragmatique qu'on ne l'a souvent prétendu<sup>27</sup>. La convergence apparue à Accra entre Du Bois et Fanon pourrait peut-être suggérer l'existence d'une trajectoire générationnelle allant de l'opposition constitutionnelle à la révolution violente, du panafricanisme au nationalisme. Toutefois, si ceci est partiellement vrai en termes généraux, on ne peut parler d'un simple revirement, qui rendrait obligatoirement homogène et stable ce qui, à l'époque, était une option fluide, ouverte à la discussion et à la contestation. Des sujets comme le panafricanisme et le socialisme africain étaient débattus et développés en permanence — ils n'avaient rien d'idéologies statiques. Pendant toute cette période, le panafricanisme fut effectivement mis en pratique dans l'extraordinaire série de conférences africaines internationales auxquelles Fanon participa — il assista au moins à cinq d'entre elles en 1960 seulement.

---

27. Voir, par exemple, K. Appiah, in *My Father's House : Africa in the Philosophy of Culture*, Londres, Methuen, 1992.

Rappelons qu'en moins de huit ans, c'est-à-dire entre décembre 1957 et octobre 1965, il y eut plus de cinquante conférences<sup>28</sup>. Le souvenir qui en subsiste aujourd'hui est sans doute celui des critiques proférées contre l'extravagance inutile du cadre où elles se tenaient, la profusion de marbre et de lustres, longuement décrites par le narrateur fonctionnaire du *Migrateur* de Tayeb Salih<sup>29</sup>. Ceci ne devrait toutefois pas nous autoriser à oublier qu'après un siècle ou plus de divisions arbitraires imposées par les colonisateurs, le panafricanisme de 1960 était un projet à fort contenu politique qui visait à forger des liens entre les nouveaux Etats d'Afrique et à les libérer de leur relation centralisée avec la métropole coloniale européenne. Si, d'un côté, l'influence de Fanon avait poussé Nkrumah à accepter la violence comme moyen de libération, de l'autre l'influence personnelle de Nkrumah entraîna Fanon à adopter avec un enthousiasme grandissant la vision de l'unité africaine prônée par le leader ghanéen. La « solidarité inter-africaine » telle que la dépeint Fanon se rapproche bien davantage de la conception réelle du panafricanisme de cette époque<sup>30</sup>. Il semble, et cela peut surprendre, que Fanon n'ait trouvé aucune incompatibilité entre son nationalisme et le panafricanisme.

En projetant la libération de l'Afrique, Fanon s'est impliqué par l'imagination et la pratique dans la création d'une Armée révolutionnaire populaire panafricaine, la Légion africaine qui fut proposée pour la première fois par les délégués de la Conférence d'Accra en décembre 1958. La Légion africaine était conçue comme un corps d'armée transnational capable d'intervenir pour soutenir n'importe quelle lutte particulière. Fanon adhéra à cette proposition qui constituait une offre de soutien à l'Algérie (la Conférence pour l'action positive d'avril 1960 recommanda « la formation d'un corps de volontaires africains pour lutter aux côtés des camarades algériens »)<sup>31</sup>. Cette idée fut ultérieurement mise en pratique par la

28. D. Macey, *op. cit.*, pp. 427-436. Pour une liste complète de conférences africaines durant cette période, voir « Chronologie des conférences inter-africaines », 1966, *Partisans*, pp. 29-30, 125-127.

29. T. Salih, *Le Migrateur : récit*. Traduit de l'arabe par Fady Noun ; préface de Jacques Berque, Sindbad, Paris, 1972.

30. *Pour la révolution africaine, op. cit.*, p. 200.

31. *Conference on Positive Action and Security in Africa* : Accra, April 7-10, 1960, Accra Government Printer, 1960, p. 13.

brigade cubaine internationale conduite par Che Guevara au Congo, et par la suite en Angola<sup>32</sup>. Pendant les dernières années de sa vie, Fanon s'impliqua profondément dans la mise en œuvre de cette Légion africaine<sup>33</sup>, il alla jusqu'à entreprendre un voyage long et difficile pour explorer un possible itinéraire dans le Sud algérien, périple qui l'amena à passer par le Liberia, la Guinée et le Mali. Dans son carnet personnel, il imaginait la Légion africaine comme une sorte de devenir deleuzien pour l'Afrique :

En prenant l'Afrique de l'Ouest comme point de départ, il nous fallait prouver, en le démontrant concrètement, que ce continent était un. Ce que je voudrais : de grandes lignes, de grands canaux de navigation à travers le désert. Abrutir le désert, le nier, rassembler l'Afrique, créer le continent. Que du Mali s'engouffrent sur notre territoire [l'Algérie] des Maliens, des Sénégalais, des Guinéens, des Ivoiriens, des Ghanéens. Et ceux du Nigeria, du Togo. Que tous grimpent les pentes du désert et déferlent sur le bastion colonial. Prendre l'absurde et l'impossible à rebrousse-poil et lancer un continent à l'assaut des derniers remparts de la puissance coloniale<sup>34</sup>.

Ici Fanon transforme le continent tout entier en un projectile violent et imparable. L'Afrique tout entière devient un vecteur de violence dirigé contre les oppresseurs. C'est bien ce que le panafricanisme représentait pour Fanon.

« POURQUOI NOUS EMPLOYONS LA VIOLENCE »

Si le célèbre chapitre sur la violence dans *Les Damnés de la terre* a fait couler beaucoup d'encre, il a également profondément influencé les mouvements anticoloniaux à travers le monde. Beauvoir raconte que Fanon lui-même haïssait la violence et que, dans sa pratique médicale, il n'avait au contraire qu'un seul but : guérir. La position de Fanon sur la violence était, d'abord, une reconnaissance de la réalité de la situation contemporaine au même titre qu'une

32. Ernesto Che Guevara, *The African Dream : The Diaries of the Revolutionary War in the Congo*, Londres, Harvil, 2000 ; William Gálvez, *Che in Africa : The Guevara's Congo Diary*, Melbourne, Ocean Press, 1999.

33. D. Macey, *op. cit.*, pp. 431-436.

34. *Pour la révolution africaine, op. cit.*, pp. 204-206.

reconnaissance de l'histoire algérienne et une justification de la position du FNL, qui était elle-même une réaction à la violence et au racisme de la pratique coloniale française. Le film de Gillo Pontecorvo et Saadi Yacef *La Bataille d'Alger* (1966) offre une image très précise, quoique aseptisée, de la pratique française : l'usage répandu de la torture, en Algérie et à Paris, les électrodes attachées aux mamelons et aux parties génitales avant d'être branchées directement sur le courant, le viol de femmes avec des bouteilles que l'on cassait ensuite à l'intérieur de leur corps, l'exécution de jeunes enfants devant leurs parents, l'exécution massive d'Algériens dans des proportions génocidaires. Ce n'est que très récemment que les autorités françaises de l'époque ont accepté de parler ouvertement de « la torture<sup>35</sup> » en Algérie. Il est donc malvenu de critiquer Fanon pour en avoir parlé à ce moment-là, comme le fit Hannah Arendt en 1970, sans reconnaître qu'il se confrontait au problème de la violence étatique coloniale que les Algériens affrontaient dans leur vie quotidienne<sup>36</sup>.

Quelle que soit la manière dont Fanon a peut-être généralisé et universalisé la condition de la violence dans *Les Damnés de la terre*, sa position d'homme politique était beaucoup plus nuancée, c'est lui qui articula la position stratégique du FLN dans le paysage politique africain. Si, dans ses discours d'Accra, il a préconisé la violence, il ne l'a pas fait dans les termes existentiels globaux qu'il utilise dans son ouvrage. Il lui aurait été en effet bien difficile, face à Nkrumah, de proclamer que la décolonisation est *toujours* un phénomène violent. La généralisation de la situation algérienne qu'il opère dans *Les Damnés de la terre*, en 1961, où il en fait la condition universelle du colonialisme est d'autant plus remarquable qu'en 1958 il soutenait qu'« avec la guerre d'Algérie sont apparus [...] des phénomènes absolument nouveaux dans les luttes de libération nationale » :

La révolution algérienne introduit un nouveau style dans les luttes de libération nationale [...] la forme donnée à la lutte du peuple algérien est telle, dans sa violence et dans sa totalité, qu'elle influence de façon décisive les luttes futures des autres colonies<sup>37</sup>.

35. En français dans le texte (NDT).

36. Hannah Arendt, *On Violence*, Londres, Allen Lane, 1970.

37. *Pour la révolution africaine, op. cit.*, pp. 120,124.

Les thèses avancées dans *Les Damnés de la terre* sont, en un sens, identiquement performatives. Elles constituent un acte de persuasion, tentent d'avoir un effet cathartique, presque somatique sur le lecteur, en le transformant en militant engagé.

Dans son discours « Pourquoi nous employons la violence », prononcé en 1960 à la Conférence sur l'action positive et la sécurité en Afrique qui s'est tenue à Accra en avril 1960, Fanon fournit pour justifier l'orientation de la politique du FLN une explication bien plus historique de l'utilisation de la violence que dans le chapitre d'ouverture des *Damnés de la terre*. En tant que dirigeant de la délégation algérienne (il était inscrit sous le titre « Union générale des travailleurs algériens »), Fanon a le souci d'expliquer et de justifier l'usage de la violence autant que de convaincre les délégués de l'importance de la cause algérienne. Il ne se contente pas d'inventorier l'intransigeance du régime français en Algérie, mais dénonce avant tout les analogies entre le caractère raciste des orientations politiques du colonialisme français et la politique d'apartheid en Afrique du Sud (il jouait en partie avec la crainte qu'avait alors de Gaulle de voir réussir un putsch des *colons* en Algérie qui aurait fait du pays une seconde Afrique du Sud). Même si son discours commence par montrer comment le colonialisme se fonde sur la violence, et ceci dans le style caractéristique des *Damnés*, il établit immédiatement un lien direct entre le problème de la violence et celui du racisme et de la politique de haine du *colon* et du colonisateur en Algérie, tout comme en Angola ou dans le régime d'apartheid sud-africain. Fanon présente la violence comme étant inextricablement liée à l'expérience du racisme :

Mais la violence dont il est ici question n'est pas une violence abstraite, ce n'est pas seulement une violence déchiffrée par l'esprit, c'est aussi une violence du comportement quotidien du colonisateur à l'égard du colonisé : *apartheid* en Afrique du Sud, travaux forcés en Angola, racisme en Algérie. Mépris, politique de haine, telles sont les manifestations d'une violence très concrète et très pénible<sup>38</sup>.

---

38. Frantz Fanon, « Pourquoi nous employons la violence » (discours prononcé à la Conférence d'Accra, avril 1960), dans *L'An V de la révolution algérienne*, La Découverte, Paris, 2001, p. 176.

Comme il arrive si souvent chez Fanon, ce texte semble mêler l'idiome caractéristique des *Damnés de la terre* au langage viscéral de l'expérience de *Peau noire, masques blancs*. Il ne se contente pas de décrire la violence coloniale enracinée dans l'histoire et la quotidienneté de l'oppression coloniale, il parle aussi de la violence exercée contre les colonisés dont la culture se trouve totalement dévaluée et vidée, il décrit la violence exercée contre leur avenir, car la puissance coloniale se croit toujours éternelle.

On voit donc que le peuple colonisé, pris dans le réseau d'une violence tridimensionnelle, point de rencontre de violences multiples, diverses, réitérées, cumulatives, assez rapidement en arrive à se poser logiquement le problème d'une fin du régime colonial par n'importe quel moyen.

Cette violence du régime colonial n'est pas seulement vécue sur le plan de l'âme, mais aussi sur celui des muscles, du sang. Cette violence qui se veut violente, qui devient de plus en plus démesurée, provoque irrémédiablement la naissance d'une violence intérieure chez le peuple colonisé et une colère juste prend naissance et cherche à s'exprimer<sup>39</sup>.

L'expérience vécue de la violence coloniale tricontinentale est tridimensionnelle, surdéterminée et en croissance constante, elle génère une frénésie et une férocité intérieures chez le colonisé. Le rôle du parti politique, selon Fanon, est alors de canaliser cette violence accumulée et de la diriger vers quelque chose de productif, de la combattre en utilisant le langage de la vérité et de la raison. Cependant, ajoute Fanon, dans certains pays asservis comme l'Algérie et l'Afrique du Sud, la violence du colonisé peut se muer en la simple expression d'une existence de fait animale, d'un instinct biologique autodéfensif, celui d'un animal pourchassé, enfermé et piégé. Quand il utilise cette image de la violence anticoloniale qu'il identifie à la réaction violente d'une créature acculée, Fanon pense sans aucun doute à la population musulmane d'Alger qui fut séquestrée et barricadée dans la Casbah pendant la Bataille d'Alger.

Fanon soutient donc que la violence coloniale produit inéluctablement une réponse violente de la part des colonisés qui se

---

39. *Ibid.*

trouvent pris au piège existentiel de la violence tridimensionnelle de la temporalité coloniale. La dernière section de son discours s'intitule simplement « Les Massacres ». Ici, Fanon cite des exemples et invoque une série d'atrocités coloniales et d'actes barbares inaugurée par le tristement célèbre massacre de 45 000 Algériens à Sétif à la suite des manifestations pour l'Indépendance du 8 mai 1945, jour où la France célébrait la Libération. En appelant à serrer les rangs, Fanon déclare la guerre aux colons blancs racistes à travers l'Afrique : en Algérie, en Angola, au Kenya, en Rhodésie, en Afrique du Sud, ainsi qu'aux nations occidentales qui les soutiennent. Il oppose les tortures et les atrocités françaises au coût mental qu'ont payé les Européens en Algérie et avance que le dégoût pour la politique de la France les a amenés à rejoindre en nombre croissant les rangs du FLN : en un sens, il s'agit d'une description de sa propre situation. « Les Massacres » fournit à Fanon le moyen de susciter le soutien de l'auditoire auquel il s'adressait :

Non la violence du peuple algérien n'est pas haine de la paix ni rejet du contact humain, ni conviction que seule la guerre peut mettre fin au régime colonial en Algérie.

Le peuple algérien a choisi l'unique solution qui lui était laissée et ce choix nous nous y maintiendrons<sup>40</sup>.

Fanon refuse donc même la thèse selon laquelle la nécessité de la violence découlerait d'une situation coloniale que seule la guerre pourrait résoudre, il avance que les Algériens ont été pris dans un piège dont la violence était la seule issue. C'est cette situation qui lui permet d'implorer la compassion et le soutien des délégués, même s'ils se sont engagés pour une action positive pacifique :

Ma présence ici témoigne que l'Algérie est parmi vous, que vous faites vôtres ses souffrances et ses espoirs et que d'une façon très précise un grand pas est franchi dans la voie de l'unité et de la grandeur africaines<sup>41</sup>.

L'unité africaine, par conséquent, n'est pas ici une notion idéologique abstraite, mais, comme souvent chez Fanon, il s'agit d'une compassion presque physique pour la souffrance des Africains

---

40. *Ibid.*, p. 180.

41. *Ibid.*

qui vivent des contextes politiques extrêmement différents. Cette souffrance, rappelle-t-il à son auditoire, est commune à toutes les colonies de peuplement africaines. La violence est, dans ce cas, explicitement articulée à la réaction contre le racisme et l'oppression exercés par le *colon*, au soutien que lui témoigne la métropole et non pas au colonialisme en général. La violence d'une nation prise au piège devient aussi physique que celle de l'individu opprimé, condition spécifique du colonisé dans les colonies de peuplement, et la stratégie constante de Fanon est de rassembler les diverses colonies de peuplement soumises à divers régimes coloniaux en invoquant l'expérience commune du racisme et de la violence — en Algérie comme en Afrique du Sud.

#### FANON ET LA RÉVOLUTION TRICONTINENTALE

L'implication de Fanon dans les mouvements de libération en Afrique, qui allaient s'accéléralent, et la puissante argumentation préconisant l'emploi de la violence pour y parvenir, qui culmina dans son discours intitulé « Pourquoi nous utilisons la violence », soulèvent une question. Comment se fait-il, en effet, qu'à de rares exceptions près il n'y ait que peu de discussions aujourd'hui dans le monde anglophone qui situent Fanon dans le contexte de la pensée politique africaine, maghrébine ou tricontinentale et la théorie anticoloniale ? Même les arguments de Fanon sur le néo-colonialisme et les dangers représentés par l'élite bourgeoise n'étaient pas le produit de sa seule intuition, mais bien le résultat d'observations faites durant son expérience en Afrique occidentale et ailleurs, et ces arguments étaient eux-mêmes des sujets courants de débats. Bien des questions traitées par Fanon à propos du colonialisme et de la décolonisation dans *Les Damnés de la terre* abordent des problèmes soulevés par Nehru, Mao Tsé-Toung, Chou En-Lai et d'autres : la violence inhérente au colonialisme et au capitalisme, la nécessité d'une conscience nationale pour les combattre, le rôle de la paysannerie, les problèmes des régimes néo-coloniaux ou de l'interférence néo-coloniale si évidente au Congo où, en 1961, Lumumba se fit renverser et assassiner par les Forces spéciales belges, au cours d'une opération clandestine du programme de la CIA intitulé « Project Wizard » (Projet magicien). Des documents gouvernementaux américains récemment rendus publics ont révélé que, dans les minutes d'une réunion du Conseil de sécurité



nationale qui s'est tenue au mois d'août 1960, Eisenhower intima au chef de la CIA, Allen Dulles, d'« éliminer » Lumumba au motif qu'il s'agissait d'un Castro africain<sup>42</sup>.

Le contexte politique et intellectuel dans lequel la plus grande partie des écrits tardifs de Fanon a été formulée contraste avec la manière dont son œuvre est considérée aujourd'hui. Ses idées prennent une autre signification si on les replace non seulement au cœur du discours de l'Afrique révolutionnaire, c'est-à-dire aux côtés de ses contemporains africains qui participèrent aux mêmes conférences : Ahmadou Ahidjo, Azikiwe, Cheikh Anta Diop, Tom Mboya, Kwame Nkrumah, Julius Nyerere, George Padmore, Leopold Sehghor, Ahmed Sékou Touré, mais également dans la lignée de ceux qui appartiennent aux années 60 et 70, ces écrivains tricontinentaux révolutionnaires qu'étaient Cabral, Mao, Lin Piao, Hô Chi Minh, Che Guevara et *al.* C'est dans ce contexte que les initiatives militantes marxistes de type nouveau, apparues dans les résistances algérienne, cubaine et vietnamienne, transformèrent le paysage politique et modifièrent l'éventail du possible. A la fin de la décennie, non seulement Nkrumah, mais même Kaunda finirent par admettre qu'il était nécessaire d'adopter une tactique violente pour vaincre les forces impérialistes encore présentes sur le sol africain<sup>43</sup>.

En 1961, dans *Les Damnés de la terre*, Fanon avait relevé le niveau des enjeux ; à partir de ce moment-là, la violence est devenue la condition constitutive du colonialisme et non une spécificité algérienne. Il s'agit également d'un trait propre à cette époque. C'était l'ère des révolutions : à Cuba, au Viêt-nam, où, en 1961, Vo Nguyen Giap publiait sa *Guerre du peuple. Armée du peuple*, en Chine, où en 1965, au début de la révolution culturelle, Lin Piao publiait son *Vive la guerre populaire victorieuse* et proposait une « guerre populaire » de violence révolutionnaire. Au terme des années stériles du socialisme stalinien dans un seul pays et après la décimation du Komintern, le marxisme échappa à l'étreinte desséchée des partis communistes pour nourrir les mouvements révolutionnaires tricon-

42. S. Weissman, « Opening the Secret Files on Lumumba's Murder », *Washington Post*, 21 juillet 2002.

43. K. Kaunda, *Kaunda on Violence* [1980], Londres, Sphere Books, 1982.

tinents et leur militantisme dissident, populaire et perturbateur. L'apparition du PAC en Afrique du Sud, comme plus tard le mouvement de la « Black Consciousness », était en soi un symptôme de cet environnement en mutation qui contraignit l'ANC à réagir. Les mouvements de résistance armée se pressaient à tous les coins des frontières sud-africaines : dans les colonies portugaises, en Afrique du Sud-Ouest, en Rhodésie. Fanon était le prophète et l'idéologue de cette transformation qui lui fut posthume et son livre est l'expression suprême de son *ethos*. Son influence dans l'éruption de la lutte armée est signalée dans la nouvelle édition de 1966 des *Damnés de la terre*, qui porte en couverture non pas la photographie d'un combattant algérien du FLN, mais celle de révolutionnaires africains, hommes et femmes, engagés dans une guérilla quelque part en Afrique australe, un an seulement après que Che Guevara et son armée afro-cubaine furent allés combattre au Congo.

En 1965, la traduction des *Damnés de la terre* fut interdite en Afrique du Sud sous prétexte qu'il représentait une menace pour la sécurité du pays. L'analyse de la situation sud-africaine par Fanon se démarque cependant très clairement du mot d'ordre d'« Un, deux, trois Viêt-nams », qui devait intervenir plus tard en 1967. Il est frappant de voir que Fanon, ici, n'insiste pas tant sur le tournant vers la lutte armée qu'il a lui-même encouragé, mais sur le contexte changeant de la Guerre froide qu'il considérait à la lumière de la nouvelle signification politique accordée à la lutte anticoloniale au sein du tiers monde. Cela conférait à la résistance en Afrique du Sud une importance qu'elle n'avait pas connue jusqu'ici. Ce qui l'impressionna au sujet de Sharpeville, par exemple, fut l'attention et la condamnation internationales portées à un nombre comparativement aussi réduit de morts, en termes d'histoire coloniale :

Les meurtres de Sharpeville ont secoué l'opinion pendant des mois. Dans les journaux, sur les antennes, dans les conversations privées, Sharpeville est devenu un symbole. C'est à travers Sharpeville que des hommes et des femmes ont abordé le problème de l'*apartheid* en Afrique du Sud. Et l'on ne peut prétendre que seule la démagogie explique le soudain intérêt des Grands pour les petites affaires des régions sous-développées. Chaque jacquerie, chaque sédition, dans le tiers monde s'insère dans le cadre de la guerre froide. Deux hommes sont matraqués à Salisbury, et voici que l'ensemble d'un bloc se met en branle, parle de ces deux

hommes et, à l'occasion de ce matraquage, soulève le problème particulier de la Rhodésie — le reliant à l'ensemble de l'Afrique et à la totalité des hommes colonisés<sup>44</sup>.

La Guerre froide propulsa la lutte anticoloniale à un niveau qui la rendait plus aisément exploitable. Le déroulement de la Guerre froide sous couvert de guerres anticoloniales chaudes signifiait que l'oppression par les puissances coloniales et la résistance des colonisés se jouaient sur une scène plus vaste et que des événements relativement mineurs pouvaient inquiéter toutes les puissances mondiales aussi bien que préoccuper des organisations de solidarité internationales telles que la Tricontinentale de 1966.

D'un autre côté, l'un des effets pervers de la Guerre froide fut de garantir la survie du régime sud-africain d'apartheid. Après 1959, les Etats-Unis prirent leurs distances avec la proclamation du Président Wilson assurant l'appui économique et militaire américains à tous les pays accédant ou voulant maintenir leur indépendance et ils optèrent pour la politique étrangère de Foster Dulles favorable à des alliances et à une aide militaire capables de « repousser » le communisme. En conséquence de quoi, les Américains se mirent à soutenir pratiquement n'importe quel régime, aussi répressif qu'il fût, afin de contenir la menace communiste et, en cas d'échec, à intervenir militairement pour renverser les gouvernements de pays gouvernés par la gauche, que ce soit en Amérique latine ou en Asie. En Afrique du Sud, l'alliance stratégique à long terme entre l'ANC et le SACP (parti communiste sud-africain) permit au régime d'apartheid de prétendre qu'en résistant à l'ANC il luttait contre le communisme. Il assura ainsi, contre toute attente, sa propre survie. Ce n'est qu'à partir de 1990 que l'on autorisa le régime d'apartheid à se déconstruire au moment même où l'Union soviétique faisait obligeamment de même. La Guerre froide était terminée, le rempart anticommuniste de l'apartheid sud-africain devenait inutile et l'ANC se révéla être le front de réformistes libéraux ghandiens qu'il avait toujours prétendu être.

Robert JC YOUNG

*Traduit de l'anglais par Marie Ploux*

---

44. *Les Damnés de la terre*, op. cit., p. 57.